



Dîner-débat :

« Combattre le chômage, les solutions des patrons alsaciens »

Vendredi 27 Mars 2015, Hôtel Europe à Horbourg-Wihr

Hans
& associés

Capital  Initiative
FINANCER L'ENTREPRISE AUTREMENT

LE MAGAZINE ALSACIEN QUI OSE !
HEB'DI 
CHEZ VOTRE MARCHAND *DE JOURNAUX - WWW.HEBDI.COM



Déroulement :

1. Constat : L'emploi en Alsace

Lucas Fattori, responsable du cabinet d'affaires Michel Simond Alsace

2. Les solutions des patrons alsaciens

René Hans, président du groupe Hans & associés, fondateur de Capital Initiative

3. L'avis de nos intervenants



1. Constat : L'emploi en Alsace

Lucas Fattori, responsable du cabinet d'affaires Michel Simond Alsace



2. Les solutions des patrons alsaciens

René Hans, président du groupe Hans & associés, fondateur de
Capital Initiative



La démarche du groupe Hans & associés

- **Le groupe Hans & associés**

- ✓ 30 ans d'expérience
- ✓ 15 cabinets d'expertise comptable
- ✓ Près de 250 collaborateurs
- ✓ Plus de 5 000 clients

- **Notre démarche**

- ✓ Envoi d'un courrier à tous nos clients : « donnez-nous trois mesures concrètes de nature à créer de l'emploi ou dynamiser l'économie »
- ✓ **Plus de 50** réponses
- ✓ Traitement statistique des données



Partenaires
de votre
réussite

Experts comptables - Commissaires aux comptes

COMBATTRE LE CHÔMAGE EN FRANCE

1. Réhabiliter le travail en France

Les objectifs à poursuivre :

- Remettre les Français au travail : mettre fin aux 35 heures
- Augmenter le pouvoir d'achat des personnes en activité
- Inciter l'activité complémentaire et les revenus de substitution
- Retrouver un coût du travail compétitif par rapport à nos voisins Allemands

1. Réhabiliter le travail en France

La mesure phare :

- Passer la durée hebdomadaire du temps de travail de 35 à 39 heures
- Transformer le salaire brut en salaire net (gain de 25 % pour le salarié) par allègement des charges salariales

Effets :

- Dynamiser la consommation
- Opération neutre pour la collectivité : le complément de rémunération est immédiatement consommé
 - ✓ Augmentation des recettes de T.V.A.
 - ✓ Amélioration de la santé des entreprises, Impôt sur les sociétés, emploi, investissement
 - ✓ Augmentation des recettes de l'Impôt sur le Revenu
- Rendre le travail effectué en France compétitif

2. Financer les PME

Les mesures phares :

- **Imposer le financement des fonds de commerce sur 15 à 20 ans**
 - ✓ Correspond à la durée d'exploitation économique contre 7 à 12 ans aujourd'hui
 - ✓ Permet aux jeunes de se lancer avec un apport plus faible
 - ✓ La plupart des cessions concernent des tabacs, restaurants, petits commerces pour lesquels les candidats n'ont qu'un apport très faible
- **Amortissement de la part incorporelle des fonds de commerce (ou titres représentatifs de l'acquisition du fonds) sur 15 à 20 ans**
 - ✓ Permet le remboursement des emprunts
 - ✓ L'avantage est ici partiel, au moment de la vente, l'impôt sur les plus-values s'applique

2. Financer les PME

Les mesures phares :

- **Création d'un fonds obligataire pour financer la P.M.E hors réseau bancaire**
 - ✓ La reprise économique arrive, qui financera les B.F.R. en croissance ?
 - ✓ Administration du fonds par des sociétés spécialisées.
 - ✓ Soutien public à la souscription au fonds
 - ✓ Défiscalisation des intérêts générés pour être plus attractif que le livret A
- **Généralisation du Rachat Temporaire d'Actifs sur tout le territoire national**
 - ✓ Tel que défendu par Michel CHATOT, contrôleur général de la Caisse des Dépôts et Consignations
 - ✓ Dispositif sécurisant tous les acteurs parties prenantes

3. Un code du travail adapté aux PME

- **Les PME de moins de 10 salariés**
 - ✓ **94 % des entreprises en France**
 - ✓ **70% de l'emploi salarié privé**
 - ✓ **50 % du PIB**
- Un code du travail de 3500 pages est inadapté pour ces petites structures
- Il faut réécrire un code du travail pour les PME afin de mettre fin à l'opposition entre la structure et l'homme

3. Un code du travail adapté aux PME

- **Généralisation d'un CDD de 2 ans maximum en cas de 1^{ère} embauche**
 - Le premier recrutement est vital pour l'entreprise
 - 86 % des entreprises restent à zéro salarié
 - Exonération partielle de charges pour la transformation du CDD en CDI
 - Pas de prime de précarité sur ce contrat
- **Création d'une assurance de l'indemnité de licenciement en cas de baisse d'activité**
 - Ex : Une entreprise de 100 salariés voit son C.A. baisser de 20 %
 - Première option : Les licenciements sont trop coûteux pour l'entreprise : LIQUIDATION
 - Seconde option : L'entreprise conserve l'effectif en diminuant ses marges : LIQUIDATION
 - Résultat : Dans les deux cas, 100 salariés perdent leur emploi alors que 80 auraient pu être sauvés.



4. Réformer les procédures collectives

- **Aujourd'hui, la majorité des dépôts de bilan se suivent d'une liquidation**
 - ✓ Alors qu'un grand nombre de ces entreprises sont viables
 - ✓ Et que de nombreux emplois sont à la clé

Une solution : favoriser la reprise par les salariés (SCOP)

5. Rapprocher l'École et l'Entreprise

- **Adapter l'offre de formation aux besoins des entreprises**
 - ✓ Fermer les filières universitaires sans débouché
 - ✓ Former les jeunes aux métiers qui recrutent
- **Réhabiliter les filières professionnalisantes et manuelles**
 - ✓ Seuls 44 % des étudiants réussissent la première année de Fac, alors qu'il y a pénurie de plombiers, maçons
 - ✓ Informer les étudiants des débouchés réels de chaque filière
- **Egalité de traitement entre contrat d'apprentissage et de professionnalisation**
 - ✓ Concurrence déloyale entre écoles selon leur statut
- **Développement de l'École des Entrepreneurs**
 - ✓ Réhabiliter le risque
 - ✓ Favoriser la transmission de savoir et d'entreprise entre seniors et diplômés



6. En finir avec les normes et les contrôles :

Un Etat exemplaire

- **Les normes votées à Bruxelles sont inadaptées aux PME**
- L'Etat n'est pas en mesure de les respecter
- En finir avec un Etat qui fixe toutes les règles :
 - ✓ Normes, tarifs, salaires, etc. rendant la vie de l'entreprise impossible
- Obliger l'administration à respecter les mêmes délais de paiement que l'entreprise

7. Briser les tabous, les mensonges, l'hypocrisie

- **Amnistie fiscale pour le rapatriement volontaire d'avoirs non déclarés à l'étranger**

- **Aujourd'hui : Dispositif « Cahuzac »**

Rapatriement de 28 milliards d'euros d'avoirs étrangers (dont 11 milliards en Suisse) générant **2 milliards d'euros de recettes fiscales**
Monsieur Sapin, Ministre des finances

- **Alternative : Amnistie totale si déclaration et investissement dans l'immobilier locatif neuf**

	en millions €
Investissement total	28 000
T.V.A. sur la construction	5 600
Construction H.T.	22 400
Montant des loyers annuels	1 882
Imposition annuelle future (I.R. 30%)	564

- **Résultats sur 7 ans :**

- **9,5 milliards d'euros de** recettes fiscales totales
- création de 120 000 logements pour faire face à la pénurie locative
- créations d'emplois dans la construction

7. Briser les tabous, les mensonges, l'hypocrisie

- **Légalisation du Cannabis**

- Faits : En France, 13,2 Millions de citoyens on déjà expérimenté le cannabis ; 1,2 Millions de personnes en consomment régulièrement
- Produit net de la dépénalisation estimé à 500 M€ par an selon Bercy
- Selon Terra Nova, la mise en place d'une filière complète de production et de commercialisation génèrerait 200 000 emplois
- Exemple du Colorado :
 - Légalisation au 1^{er} janvier 2014
 - Ventes de 650 M€
 - Recettes fiscales 72,5 M€ (en hausse vers 100 M€)
 - 10 à 15 000 emplois directs (chômage en baisse de 6,1 à 4,2 % depuis la légalisation)
 - Rapporté à la France cela génèrerait 900 M€ de recettes fiscales, 120 000 emplois (3% du chômage)
- Chute de la criminalité par épuisement de la demande auprès des revendeurs

7. Briser les tabous, les mensonges, l'hypocrisie

- **Légalisation et encadrement de la prostitution**

- ✓ Marché sans doute sous évalué en France à 3 milliards d'Euros par an
 - En Allemagne (légalisé) : 14,5 milliards d'Euros déclarés
 - Au Royaume-Uni (interdit, population équivalente) : 6,5 milliards d'Euros non déclarés

- **Intérêts**

- ✓ Cadre sanitaire à l'exercice de la profession, prestations sociales, etc.
- ✓ Réduire la demande auprès des réseaux mafieux et donc la traite scandaleuse de femmes étrangères
- ✓ Recettes fiscales



3. L'avis de nos intervenants